

Congo-Economie-5ème édition de la Conférence et exposition internationale sur les hydrocarbures

LIBREVILLE, 24 novembre (Infosplusgabon) - Le président exécutif de l'AEC, NJ Ayuk, participera à la cinquième édition de la Conférence et exposition internationale sur les hydrocarbures du Congo (CIEHC 5), qui se tiendra du 30 novembre au 2 décembre de cette année à Brazzaville, au Congo. En tant que porte-parole du secteur énergétique africain, la Chambre africaine de l'énergie (AEC) s'est engagée à faciliter les nouveaux investissements dans l'ensemble du paysage énergétique africain, tout en promouvant le rôle du gaz naturel et du développement durable des hydrocarbures dans l'avenir énergétique du continent.

L'événement a lieu à un moment où le marché congolais de l'énergie est en plein renouveau sectoriel en raison des réformes réglementaires, de l'accélération de l'effort d'exploration et de production et de l'augmentation rapide de la demande mondiale de gaz naturel. En tant que troisième producteur de pétrole en Afrique subsaharienne - avec une extraction offshore évaluée à 336 000 barils par jour à partir de 2,9 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole - le pays s'est concentré sur l'augmentation de l'exploration et de la production dans l'espoir d'améliorer l'accès à l'énergie, l'industrialisation et la génération de revenus, à la fois dans le pays et dans toute la région de l'Afrique subsaharienne. Une série de réformes réglementaires axées sur le marché ainsi que l'engagement continu du ministère des Hydrocarbures, dirigé par S.E. Bruno Jean-Richard Itoua, sont à l'origine du programme d'exploration et de production.

Dans l'espoir d'obtenir de nouveaux investissements et la participation des compagnies pétrolières internationales (CPI), le gouvernement congolais a introduit des conditions plus favorables pour les opérateurs et les investisseurs en modifiant les principaux cadres juridiques et réglementaires. Plus précisément, grâce aux changements stratégiques apportés au cadre fiscal, à l'introduction de deux cycles d'octroi de licences par appel d'offres - lancés en 2015 et 2018-2019, et ouvrant respectivement 13 et 15 blocs à l'appel d'offres -, à l'introduction d'un

Code des Hydrocarbures révisé en 2016 qui a réduit les redevances sur le gaz naturel de 15 % à 5 % tout en introduisant des réglementations spécifiques à l'industrie pour les investissements étrangers, ainsi qu'à la mise en place de solides politiques de contenu local, le Congo est devenu plus attractif que jamais.

Et ces réformes réglementaires ont déjà récolté des succès à travers le marché. Une série de grands groupes énergétiques mondiaux et d'indépendants régionaux sont actuellement actifs dans le pays, travaillant en étroite collaboration avec la société nationale des pétroliers du Congo (SNPC), notamment TotalEnergies, Perenco, Chevron, Eni et Lukoil, pour n'en citer que quelques-uns. Pour leur part, ces entreprises continuent de favoriser le développement durable des hydrocarbures dans les bassins terrestres et marins du pays.

Dans le même temps, avec environ 10 trillions de pieds cubes de réserves de gaz naturel à sa disposition, le pays a déployé une campagne accélérée de gaz dans l'espoir de se positionner comme un centre régional et un producteur compétitif au niveau mondial. Soutenu par le Plan Directeur du Gaz (PDG) du pays - une stratégie à moyen et long terme pour l'augmentation des investissements et du développement du gaz naturel dans le pays - le Congo a été ferme dans son engagement à libérer le véritable potentiel de son secteur gazier. Sur le plan national, le PSG vise une adoption généralisée de la conversion du gaz en électricité avec le lancement de projets tels que les centrales électriques à gaz de la Centrale Électrique du Djéno et de la Centrale Électrique du Congo - exploitées par Eni, le plus grand producteur de gaz du pays.

Parallèlement, sur le front de l'exportation, le PSG a jeté les bases d'un déploiement de projets à grande échelle qui permettra au pays de devenir l'un des plus grands producteurs de gaz d'Afrique. Parmi les projets notables, citons le bloc offshore Marine XII d'Eni et le projet de gaz naturel liquéfié (GNL) rapide Marine XII de 1,4 million de tonnes par an, dont le lancement est prévu en 2023. Maintenant, avec le PSG qui encourage encore plus d'investissements sur le marché du gaz, le Congo devrait connaître une croissance sans précédent en 2022 et au-delà.

« La République du Congo offre aux investisseurs régionaux et étrangers un environnement opérationnel adéquat, des opportunités de ressources attrayantes et des réglementations axées sur le marché qui les aideront à obtenir des retours sur investissement élevés. S'étant déjà imposé comme l'un des plus grands producteurs de pétrole d'Afrique, le pays est en passe de devenir l'un des principaux producteurs de gaz du continent grâce à l'engagement du ministère des Hydrocarbures et à l'environnement favorable mis en place par le gouvernement. En 2022, avec le soutien du PSG et la position du ministre Itoua en tant que président tournant de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, le pays a été en mesure de faire un jeu fort pour l'investissement dirigé par le Congo, en poussant un récit d'une transition énergétique

juste en utilisant le gaz. Je me réjouis des discussions qui seront centrées sur le gaz et le développement durable des hydrocarbures », déclare NJ Ayuk, président exécutif de l'AEC. (Distribué par APO Group pour African Energy Chamber).

FIN/INFOSPLUSGABON/TFD/GABON2022

© Copyright Infosplusgabon